

[Texte]

consequences. In fact, a recent IMF study itself admitted that in many situations there have been negative impacts upon the poor. I would like to ask if Canada has an agenda for wanting to see reforms in the IMF. What is happening in that whole field?

**Mr. Hockin:** Of course Canada has had an agenda. This government has felt that we needed a little bit more long-term flexibility in the facilities that the IMF was putting forward; this, in the enhanced SAF, is the concrete manifestation of this strategy. Beyond that, we are going to study this program carefully to see how it is working. We are also going to take a look at the balance between the short-term balance of payments programs the IMF has, the slightly longer ones, and this one, to see whether we have the balance right.

Finally, I think the Canadian strategy could be summarized as one of trying to focus, in our aid program as well as through the IMF, on the poorest countries in the world. This will get special attention from the government. This is going to be a major focus of what we are trying to do internationally. I remember the committee that I served on with Mr. Manly put that forward as a major objective for the Government of Canada to do what it could for the poorest countries. That, by definition, means that the enhanced SAF is one of the key instruments for doing it. So I think it will remain as an important cornerstone of what this government does in aid.

**Mr. Manly:** Thank you, Mr. Minister.

**The Chairman:** Mr. Minister, of course we would be honoured to have you stay with us to defend your bill. At this time I have only a one-clause bill. There were only a few more interventions with a very prominent member of the North-South Institute. Mr. Manly was about to ask some questions and Mr. Layton had some questions. I want to accommodate every member. Those who are really interested are in town this week, but they may not be in town next week. But if we try... we will not get the bill before July.

**Mr. Hockin:** Thank you, Mr. Chairman.

• 1330

**The Chairman:** Mr. Culpeper, you may proceed. Maybe you would like to, if you remember the question he asked.

**Mr. Manly:** Just very briefly, Mr. Chairman, I had asked Mr. Culpeper if he could put the whole question of loans and debt relief into context of what really needs to be done if the poorest countries are going to be on a stable economic foundation.

[Traduction]

conséquences néfastes pour eux. En fait, une étude menée récemment par le FMI avait permis de constater que dans bien des cas, les mesures qu'il avait pris avaient lésé les pays pauvres. Voilà pourquoi je veux savoir si le Canada a l'intention de proposer des réformes au FMI. Se passe-t-il quelque chose dans ce domaine-là?

**M. Hockin:** Le Canada en a bien sûr l'intention. Notre gouvernement estimait qu'il fallait être un petit peu plus souple à long terme que ne l'était le FMI dans ses stratégies; d'ailleurs, cela se concrétise aujourd'hui par l'initiative dont il est question, la Facilité améliorée d'ajustement structurel. En outre, nous allons suivre de près ce programme pour savoir s'il donne de bons résultats. Nous allons donc faire la comparaison entre les programmes à court terme du FMI concernant la balance des paiements, ses programmes à plus long terme, et notre initiative, pour voir si nous avons enfin trouvé l'équilibre.

Enfin, la stratégie canadienne pourrait se résumer comme suit: par l'entremise de notre programme d'aide de même que par l'entremise du FMI, nous essayons de nous concentrer particulièrement sur les pays les plus pauvres du monde et de leur accorder une attention toute spéciale. C'est donc cette orientation là que nous allons donner à nos programmes internationaux. Si je me rappelle bien, le comité auquel je siégeais avec M. Manly, avait justement proposé comme grand objectif pour le gouvernement du Canada de s'attarder particulièrement aux pays les plus pauvres. Cela signifie donc par le fait même que notre initiative, la Facilité améliorée d'ajustement structurel est une des meilleures stratégies pour y arriver. Elle représente l'une des pierres angulaires de l'aide qu'accorde notre gouvernement.

**M. Manly:** Merci, monsieur le ministre.

**Le président:** Monsieur le ministre, nous serions honorés que vous restiez avec nous pour défendre votre projet de loi. Pour l'instant, ce projet de loi ne compte qu'un article. Nous nous attendons à avoir quelques interventions de la part d'un membre très éminent de l'Institut nord-sud. M. Manly souhaite d'ailleurs poser quelques questions de même que M. Layton. Je veux permettre à tous les membres du Comité de s'exprimer. Ceux qui veulent vraiment l'adoption du projet de loi sont en ville cette semaine, mais ils seront peut-être absents la semaine prochaine. Mais si nous n'essayons pas... le projet de loi ne sera jamais adopté avant juillet.

**M. Hockin:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Vous pouvez y aller, monsieur Culpeper, si vous vous rappelez la question.

**M. Manly:** En quelques mots, monsieur le président, j'avais demandé à M. Culpeper s'il pouvait mettre la question des emprunts et de l'allègement de la dette dans le contexte de ce qu'il faut faire pour aider à mettre les pays les plus pauvres sur des bases économiques stables.